

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1904.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1904 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BÉTHUNE.

MESSIEURS,

Examen des chiffres du Budget.

La note préliminaire au projet de Budget constate que le total des crédits disponibles pour l'exercice 1903 s'est élevé à fr. 3,728,413 »
tandis que les chiffres prévus au projet de Budget pour 1904
sont de 3,619,785 »

Soit pour 1904 une diminution de fr. 108,628 »

Les dépenses ordinaires sont en augmentation de. . . fr. 87,320 »
Cette somme se décompose comme suit :

Art. 2. — Personnel des bureaux, etc. . . fr. 5,420 »
Art. 14. — Garde militaire de la Légation de
Pékin. 78,200 »
Art. 16. — Quote-part de la Belgique dans les
frais de la Cour permanente d'arbitrage . . . 4,000 »

TOTAL. . . . fr. 87,320 »

La réduction de. fr. 195,650 »
sur les dépenses extraordinaires est justifiée par la note
introductive.

La différence, soit fr. 108,330 »
est égale à la balance indiquée ci-dessus entre les chiffres globaux votes
pour 1903 et ceux prévus pour 1904.

(1) Budget, n° 4, V.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. GIELEN, VAN MERRIS, DE WINTER, GILLÈS DE PELICHY, FÉRON, BÉTHUNE.

Parmi les nombreuses observations échangées lors de l'examen en section, la Section centrale a retenu les plus importantes pour en faire l'objet d'un échange de vues avec le Gouvernement.

Ces questions peuvent être plus ou moins groupées sous les rubriques suivantes :

- I. Traités de commerce.
- II. Relations de voisinage avec les États limitrophes.
- III. Intérêts belges en Extrême-Orient.

* * *

Indépendamment des affaires relatives à ces divers objets, il en est d'autres intéressant vivement, soit à titre direct, soit à titre indirect, le patriotisme de la nation.

Si le présent Rapport reste muet à leur égard, c'est parce qu'il a paru préférable, à la Section, d'observer une réserve conseillée par les circonstances, ou parce que des documents officiels édités en Belgique ou à l'étranger, et reproduits par la presse, ont publié des éléments d'information qui ont paru suffisants pour le moment.

* * *

Le crédit pour la Légation de Belgique près le Saint-Siège a fait une fois de plus l'objet des critiques de l'opposition.

Les observations échangées à cet égard sont réunies dans la quatrième partie du présent Rapport.

I.

Traités de commerce.

Comme les années précédentes, votre Section centrale s'est préoccupée de l'éventualité importante que constitue la dénonciation des traités de commerce germano-belge du 6 décembre 1901.

Les négociations étant en cours, une discrétion spéciale s'imposait. Au surplus, les desiderata de l'agriculture et de l'industrie ont trouvé leur expression dans la consultation systématique organisée par les Départements compétents et dans les discussions parlementaires des deux précédentes sessions.

Les problèmes soulevés par l'échéance actuelle ont également fait l'objet d'un examen approfondi dans les rapports des Sections centrales qui ont examiné les budgets de 1902 et 1903. Pour tous ces motifs, votre Section a cru pouvoir se borner à marquer son intérêt à la solution de cet important problème économique, en posant une question générale formulée dans les termes suivants :

Première Question.

« Où en est la question du renouvellement des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ? »

Réponse.

« Sur la proposition du Gouvernement allemand, des négociations ont été engagées entre la Belgique et l'Allemagne pour la revision du traité de commerce conclu le 6 décembre 1891 entre les deux pays. C'est ce qu'a annoncé une note publiée au *Moniteur belge* du 30 octobre 1903.

» Le Gouvernement austro-hongrois n'a fait jusqu'ici aucune ouverture au Gouvernement du Roi en ce qui concerne le traité de commerce et de navigation signé à la même date par la Belgique et l'Autriche-Hongrie. »

* * *

Une seule question spéciale a été soulevée; elle concerne les mesures prises dès à présent par le Gouvernement allemand relativement à l'industrie gantière.

2^e Question.

« Le Gouvernement s'est-il préoccupé des mesures prohibitives prises par l'Allemagne en ce qui concerne l'industrie gantière pour la période qui prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1905? »

Réponse.

« Les mesures dont il s'agit ont toute l'attention du Gouvernement du Roi. Les négociations engagées avec l'Allemagne pour la revision du traité de commerce du 6 décembre 1891, lui fourniront l'occasion d'entretenir le Gouvernement allemand de la question. »

Depuis que cette question a été posée, une discussion approfondie sur cette matière spéciale a eu lieu à la Chambre; elle a démontré l'importance de cette industrie pour nos classes ouvrières, et la Section a pris note avec satisfaction de la promesse bienveillante faite par le Gouvernement, tant dans la réponse à la question ci-dessus que dans la déclaration de M. le Ministre des Affaires Étrangères dans la séance du 19 février 1904.

* * *

Un membre a insisté sur l'utilité que pourrait présenter, en vue de l'obtention de concessions douanières de la part des pays producteurs de café, l'abolition réalisée l'an dernier des droits sur l'entrée de ce produit.

Cette judicieuse observation a été retenue par votre Section centrale, qui en a fait l'objet de la question ci-après :

3^e Question.

« A-t-on pris des mesures pour porter à la connaissance des États producteurs de café que la Belgique a aboli les droits d'entrée sur ce produit? Ne pourrait-on obtenir par réciprocité, dans les pays producteurs de café, des concessions pour les exportations belges? »

Réponse.

« Il n'avait pas échappé au Gouvernement du Roi que l'abolition des droits d'entrée sur le café serait de nature à faciliter l'établissement de relations conventionnelles sur des bases avantageuses avec certains pays d'outre-mer.

» Le Département des Affaires Étrangères a fait des ouvertures à certains pays producteurs avec lesquels la Belgique se trouve actuellement sans arrangement commercial et qui apprécieront sans doute l'avantage qu'ils auraient à s'assurer, en échange de concessions douanières, le maintien du régime nouveau pour une durée déterminée. »

*
* * *

Bien rares sont les pays civilisés auxquels ne nous lie à l'heure actuelle ni convention commerciale ni traité d'extradition. Cependant tel est le cas pour la principauté de Monténégro, dont la constitution territoriale actuelle, qui lui assure un accès maritime, date du traité de Berlin. Il a paru à votre Section centrale, que cette absence des relations habituelles entre États civilisés constituait une lacune, et le Gouvernement partage cette manière de voir, comme le prouve sa réponse à la question que voici :

4^e Question.

« Est-il exact qu'il n'existe pas de traité d'extradition ni de convention commerciale entre la Belgique et le Monténégro ?

» Dans l'affirmative, le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun de combler cette double lacune, ce qui pourrait se faire sans frais pour le Trésor en accréditant à Cettigné le Ministre de Belgique à Athènes ? »

Réponse.

« Deux États, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, ont conclu des traités d'extradition avec la principauté de Monténégro; ils portent la date du 23 septembre 1872 et du 29 août 1892.

» Le Monténégro a signé dans ces dernières années des conventions commerciales avec la France, la Grèce et la Serbie. Il a dénoncé en 1900 les traités de commerce et de navigation qu'il avait conclus respectivement en 1882 et en 1883 avec la Grande-Bretagne et l'Italie. Les conventions actuellement en vigueur sont basées sur le traitement de la nation la plus favorisée, et c'est également ce régime que s'appliquent réciproquement le Monténégro et la Belgique.

» Le Gouvernement du Roi saisira la première occasion opportune pour proposer à la Principauté de régler conventionnellement :

- » 1^o Les relations commerciales et maritimes entre les deux pays.
- » 2^o La question de l'extradition.

» Le Gouvernement a décidé, en principe, la création d'un poste consulaire non rétribué à Cettigné, et des démarches ont été prescrites à l'effet de découvrir pour ce poste un candidat, belge de préférence, en situation de l'occuper convenablement. »

II.

Relations de voisinage avec les États limitrophes.

Sous cette rubrique collective, nous rangeons d'abord une question générale :

5^e question.

« Par quelles dispositions est régi actuellement le transport des produits agricoles dans la zone frontière pour les cultivateurs dont les exploitations s'étendent des deux côtés de la frontière ? »

» Ne pourrait-on obtenir conventionnellement l'établissement d'un régime qui mit fin aux réclamations perpétuelles des intéressés, spécialement en ce qui concerne la frontière zélandaise ? »

Réponse.

« Le régime des propriétés mixtes, c'est-à-dire de celles qui sont coupées par la ligne frontière, est réglé par les traités de limites du 28 mars 1820 avec la France (art. 66 et 67), du 26 juin 1816 avec la Prusse (art. 33) et du 8 août 1843 avec les Pays-Bas (art. 37 et 38). En ce qui concerne les propriétés situées dans la zone frontière, les règles à appliquer en Belgique pour la circulation internationale des produits agricoles sont déterminées par l'article 5, n° 5, de la loi générale du 26 août 1822.

» Le Département des Affaires Étrangères n'a pas été saisi en ces derniers temps de réclamations émanant de propriétaires belges et visant les difficultés que ceux-ci rencontreraient pour l'exploitation des terres qu'ils possèdent de l'autre côté de la frontière.

» Si des desiderata venaient à être formulés à ce sujet, il rechercherait, de concert avec les autres Départements compétents, les moyens de donner satisfaction aux intéressés. »

La finale de la réponse de M. le Ministre des Affaires Étrangères témoigne d'un optimisme peut-être excessif. De ce que le Département n'a pas été saisi de plaintes ces derniers temps, il ne résulte pas que celles qui n'arrivent pas jusqu'aux bureaux de la rue de la Loi, ne soient en réalité très nombreuses. On peut dire que, notamment le long de la frontière zélandaise, les difficultés sont quotidiennes, et nos honorables collègues de Saint-Nicolas et de Gand-Eccloo en entretiennent régulièrement la Chambre. Dans une séance récente encore, l'honorable M. Verhaegen s'est fait l'écho de ces doléances. La Section estime donc, que le Département ferait chose utile, en envoyant un fonctionnaire compétent se livrer à une information minutieuse dans les localités belges de la frontière zélandaise. Il est de l'intérêt bien entendu des deux pays voisins et amis, de dissiper toute cause de mésentente entre leurs regnicoles respectifs. L'enquête que nous engageons le Département à organiser, le mettrait sans doute à même de saisir le Cabinet de La Haye de propositions pratiques et efficaces, de nature à dissiper tout malentendu.

* * *

La pollution des eaux de l'Espierre, ce grief déjà si ancien des populations riveraines du cours belge de l'Escaut, a fait l'objet de la 6^e question.

6^e Question.

« Quel est l'état actuel de la question des eaux de l'Espierre? Est-il exact que, grâce à une impulsion intelligente de nos représentants diplomatiques ou consulaires, et à la bonne volonté de l'Administration française, une solution prochaine puisse être espérée? »

Réponse.

« Des essais de traitement des eaux de l'Espierre par l'acide sulfurique, se pratiquent depuis quelque temps à l'usine de Grimonpont.

» Les résultats obtenus jusqu'ici, ne sont pas suffisamment concluants, et l'on se verra peut-être obligé de recourir à d'autres procédés, ce qui pourrait prolonger la période des essais.

» La question continue à avoir toute l'attention de la Légation du Roi à Paris et de nos agents consulaires de résidence dans la région voisine de l'Espierre. On ne peut que rendre hommage à leur zèle intelligent. »

Indépendamment de ces renseignements officiels, votre Section centrale a appris de source privée, que l'Administration actuelle du Département du Nord s'occupe avec une grande sollicitude et avec une bonne volonté certaine, de l'épuration des eaux, non seulement de l'Espierre, mais encore de la Lys et des autres rivières de la région. La Section croit de son devoir d'engager le Département des Affaires Étrangères à mettre à profit le courant favorable qui se dessine à cet égard chez nos voisins. C'est avec raison, que le Gouvernement signale de son côté les efforts de nos représentants diplomatiques et consulaires dans le même but. Le problème à résoudre étant d'ordre local, l'intervention intelligente et dévouée des agents consulaires de la région et en particulier de notre Consul à Lille, dont l'éloge n'est plus à faire, paraît appelée à jouer un rôle important, et la Section centrale est convaincue que ces fonctionnaires auront à cœur de rendre aux deux pays intéressés, le grand service d'amener, enfin, la solution d'une question hérissée de difficultés techniques et financières.

* * *

La question suivante, posée à la demande d'un membre, concerne la situation des Consulats belges en France :

7^e Question.

« Les frais de chancellerie des Consulats belges en France sont-ils suffisants? »

Réponse.

« Les Consuls belges perçoivent à leur profit les taxes consulaires dont le tarif a été établi, en dernier lieu, par la loi du 22 octobre 1897.

» Le produit de ces taxes est nécessairement variable suivant les postes; il va de soi qu'il est le plus élevé dans les régions où résident en grand nombre nos compatriotes, comme c'est le cas pour certaines parties de la France. »

* * *

A diverses reprises, le Sénat et la Chambre se sont occupés de la situation créée à nos nationaux par la législation française en matière d'accidents du travail. Les rapports des Sections centrales chargées de l'examen du Budget des Affaires étrangères ont traité ce sujet à maintes reprises.

Cette fois encore, votre Section centrale a tenu à interroger le Gouvernement sur l'efficacité des démarches entreprises depuis plusieurs années, et malheureusement restées sans résultat pratique jusqu'à présent. Tel est l'objet de la 8^e question.

8^e Question.

« Le Gouvernement espère-t-il que les griefs de nos nationaux en ce qui concerne la réparation en France des accidents de travail pourront recevoir satisfaction ? »

Réponse.

« L'adoption par les Chambres belges du projet de loi sur la réparation des accidents du travail, dont les dispositions seront appliquées aux ouvriers étrangers comme aux nationaux, a fourni au Gouvernement du Roi l'occasion de charger la Légation de Belgique à Paris de nouvelles démarches auprès du Gouvernement de la République en vue d'obtenir, en faveur des ouvriers belges, un régime en harmonie avec celui dont les ouvriers français jouiront en Belgique. »

La Section centrale espère que la Légation du Roi à Paris aboutira à un résultat, avant la mise en vigueur de la loi belge sur les accidents du travail. L'opinion ne comprendrait pas qu'une semblable négociation, à l'appui de laquelle les règles de l'équité et la réciprocité philanthropique peuvent être si justement invoquées, ne fût pas poussée avec une activité particulière par nos représentants diplomatiques.

* * *

La question suivante concerne également une matière de droit social qui pourrait utilement faire l'objet d'un compromis entre les deux nations, celle des pensions ouvrières.

9^e Question.

« Ne pourrait-on proposer au Gouvernement français une convention basée sur la réciprocité en ce qui concerne les pensions ouvrières ? »

Réponse.

« La loi belge du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, déterminée d'une manière générale, en son article 3 : 1^o les conditions auxquelles les étrangers sont admis au bénéfice des primes d'encouragement en vue de la constitution de pensions de vieillesse.

» La question de savoir s'il y aurait utilité à régler conventionnellement la matière avec le Gouvernement français pourra être examinée au moment opportun. »

III.

Intérêts belges en Extrême-Orient.

Dans plusieurs sections, on avait exprimé le vœu d'obtenir des renseignements complémentaires au sujet du crédit nouveau pour la garde militaire de la Légation de Pékin. Votre Section centrale a repris pour son compte cette demande d'explications par la question ci-après :

10^e Question.

« Le Gouvernement ne peut-il fournir quelques renseignements complémentaires, au sujet de la garde militaire de la Légation de Belgique à Pékin, et des dispositions similaires arrêtées par les autres Puissances qui ont une représentation diplomatique dans cette capitale ? »

Réponse.

« Pendant les troubles qui ont eu lieu en 1900, le quartier des légations étrangères à Pékin, a subi, on le sait, un siège de plusieurs mois et il a été détruit en grande partie. La plupart des Légations ont dû être entièrement reconstruites, et l'ensemble du quartier a été entouré d'ouvrages qui sont destinés à assurer sa protection en cas de retour d'événements semblables à ceux de 1900. L'article VII du protocole final du 7 septembre 1901, reconnaît aux Puissances le droit d'entretenir une garde permanente pour la défense des Légations.

» Les Gouvernements intéressés ont fait usage de ce droit, et ils contribuent à cette défense par un contingent qui varie de 150 à 500 hommes pour chacune des grandes Puissances. Les Pays-Bas entretiennent à Pékin une garde de 30 hommes environ.

» Le Gouvernement tire, pour la Légation de Belgique, profit des mesures prises en commun; il n'a pas cru pouvoir s'abstenir de prendre part aux charges qui en résultent. Cette participation a été fixée à un chiffre d'hommes se rapprochant des mesures prises à cet égard par le Gouvernement néerlandais, et qui a paru suffisant pour fournir au Ministre l'escorte nécessaire et pour assurer la garde et, le cas échéant, la défense de l'enclos où se trouvent les habitations du personnel de la mission.

» Le détachement que fournira notre armée sera commandé par un officier, du grade de capitaine autant que possible, et comprendra :

- 1 adjudant sous-officier;
- 1 premier sergent ou sergent;
- 1 maréchal des logis (comptable);
- 2 caporaux ;
- 5 cavaliers;
- 10 fantassins.

» Le recrutement se fera par voie d'engagements volontaires parmi les militaires en activité de service.

» La durée de l'engagement sera fixée à trois années.

» Sous le rapport des soldes et allocations, les hommes se trouveront sur le même pied que leurs camarades de l'armée, et toucheront en outre un supplément annuel variant de 1,000 à 1,400 francs.

» Dans la somme de 37,928 francs citée sous la rubrique : Traitement et solde, à l'article 14 (nouveau) du Budget, il faut comprendre : 1° les suppléments de l'officier, des sous-officiers, caporaux et soldats; 2° les indemnités d'équipement allouées à l'officier (1,500 francs) et à l'adjudant sous-officier (1,000 francs).

» L'estimation de 33,600 francs pour l'entretien et la subsistance du détachement pendant un an, est basée sur les renseignements recueillis auprès des Ministres des Puissances européennes à Pékin, relativement au prix d'entretien des militaires de leur garde de légation.

» Ce prix varie de 175 à 533 francs par homme et par mois.

» Les hommes seront habillés, équipés et armés par les soins du Département de la Guerre, sauf pour ce qui concerne les objets non réglementaires dans notre armée.

» Les hommes malades seront soignés à l'hôpital français international. »

Ces explications ont donné pleine satisfaction à la majorité de la Section.

*
* *

L'an dernier, le Gouvernement avait fait à la Section centrale la déclaration suivante relative à nos établissements en Chine : « Les dispositions destinées à réaliser les *settlements* de Belgique en Chine ne sont pas encore définitivement arrêtées. Il entre dans les intentions du Gouvernement de saisir les Chambres belges des mesures qui seront prises à cet égard. »

Votre Section a tenu à s'enquérir de l'état présent de cette affaire. Vous trouverez ci-après la question et la réponse du Gouvernement.

11° Question.

« Quand le Gouvernement compte-t-il saisir le Parlement des mesures qui seront prises, relativement aux *settlements* belges en Chine, mesures annoncées par la réponse du Gouvernement à la 7° question formulée par la Section centrale qui a examiné le Budget des Affaires Étrangères pour 1903? »

Réponse.

« Des négociations, encore actuellement pendantes, n'ont pas permis jusqu'ici au Gouvernement de saisir les Chambres des mesures à prendre en vue de la réalisation des *settlements* belges en Chine.

» Il y a lieu d'espérer que ces négociations aboutiront très prochainement. »

Comme l'an dernier, la Section centrale a noté avec satisfaction, la sollicitude que le Gouvernement met à développer nos relations avec l'Extrême-Orient.

L'opinion publique paraît d'ailleurs unanime, pour approuver ces efforts intelligents. L'établissement récent en Belgique, d'un groupe important d'étudiants chinois, prouve que les sentiments et les procédés de la Belgique sont appréciés comme ils doivent l'être par les autorités de l'Empire du Milieu.

*
* *

Il est indispensable d'assurer des logements convenables et permanents à nos représentants diplomatiques et consulaires dans les pays d'Orient. Les initiatives successives prises sous ce rapport par le Gouvernement ont recueilli des sympathies nombreuses dans le Parlement. Notre Section s'est enquis des travaux en cours, ou projetés dans cet ordre d'idées.

12^e Question.

« Quel est l'état d'avancement des travaux de construction des hôtels de la Légation de Tokio et du Consulat de Séoul ? »

» L'Hôtel de la Légation belge à Constantinople est-il aménagé ?

» Le Département examine-t-il la question de l'achat d'un hôtel pour la Légation à Téhéran ? »

Réponse.

« Les travaux d'appropriation de l'hôtel de la Légation à Tokio sont terminés, et actuellement l'installation de notre agent doit être complète.

» Il a été reconnu nécessaire de construire dans la propriété même, occupée par la Légation, une maison destinée au Secrétaire de la Légation. D'après les prévisions, celle-ci pourra être occupée vers le 1^{er} mai prochain.

» Quant aux travaux de construction de l'hôtel du Consulat général à Séoul, ils suivent leur cours normal et seront vraisemblablement achevés à la fin de la présente année.

» L'hôtel de la Légation à Constantinople est complètement aménagé, et le mobilier, qui est en fabrication, ne tardera pas à être expédié.

» En ce qui concerne l'achat d'un hôtel pour la Légation à Téhéran, le Gouvernement n'a pas pris de décision jusqu'à présent et il ne perdra pas de vue cette question lorsque le moment sera venu. »

*
* *

Lors des premières délibérations de la Section centrale, l'état de guerre n'était point déclaré en Extrême-Orient.

Il résulte des déclarations verbales transmises par M. le Ministre des Affaires Étrangères que son Département a pris les mesures nécessaires pour assurer aux sujets belges la protection compatible avec les événements.

IV.

Légation de Belgique près du Saint-Siège.

La minorité de la Section centrale a protesté contre le maintien de la Légation Belge près du Saint-Siège dans les termes suivants :

NOTE DE LA MINORITÉ.

La minorité de la Section centrale estime que le maintien de la Légation belge auprès du Vatican n'est pas justifié.

La papauté est déchue de tout pouvoir temporel depuis plus de trente ans et le roi d'Italie représente seul à Rome la souveraineté nationale.

Dès le lendemain de la déchéance proclamée par le peuple italien, M. Frère-Orban, parlant au nom de l'opposition libérale, réclamait du Gouvernement le rappel du ministre belge accrédité auprès du pape.

Les relations diplomatiques n'ont d'autre objet que le règlement des intérêts internationaux; elles ne peuvent normalement se maintenir qu'entre États souverains. Or, le pape n'est plus que le chef d'une confession religieuse, et la Belgique n'entretient de rapports diplomatiques, ni avec les chefs des autres confessions religieuses, ni avec les souverains détrônés.

Sans doute, d'autres pays ont continué d'avoir avec les papes des rapports d'apparence diplomatique; mais nous vivons sous une loi fondamentale qui consacre la séparation des Églises et de l'État, au moins en ce sens que l'État s'interdit toute ingérence dans le domaine religieux. Les pays dont nous venons de parler ont, au contraire, maintenu le régime des concordats. C'est le cas notamment pour l'Autriche, pour l'Espagne et, jusqu'à ce jour, aussi pour la France. Certaines nations ont, sans aller jusqu'au concordat permanent, concédé à l'Église des arrangements, d'ailleurs précaires et fréquemment remanés, qui déterminent ce qu'il lui est permis de faire et ce qui lui est interdit.

Il se conçoit que le fonctionnement de semblables accords nécessite des négociations fréquentes auxquelles l'Église a obtenu que l'on conservât la forme traditionnelle d'une représentation diplomatique.

Mais ce n'est là qu'une concession d'apparat, à ce point dépourvue de toute réalité que, lors de la Conférence internationale de La Haye, les puissances refusèrent d'admettre le pape à s'y faire représenter.

Sous l'empire de la Constitution belge, nulle discussion d'ordre religieux ne peut s'engager entre le Gouvernement et le pape, et comme ils ne peuvent avoir à conclure de traités de paix ou de commerce, on se demande à quelle conception du droit public peuvent bien se rattacher la présence d'un nonce du pape à Bruxelles et l'entretien d'un ministre belge au Vatican.

Ces survivances d'un passé aboli n'apparaissent plus que comme la protestation de ceux qui les perpétuent, contre l'acte souverain de la nation italienne, qui a proclamé la déchéance temporelle des papes. Elles constituent une incorrection dont il importe à l'honneur et aux intérêts de notre pays qu'il dégage sa responsabilité vis-à-vis du grand peuple ami qui a fait de Rome la capitale de l'Italie reconstituée.

S'il est impossible d'apercevoir la raison d'être de notre Légation au Vatican,

on conçoit aisément l'intérêt considérable de l'Église à maintenir à Bruxelles un nonce investi de toutes les immunités diplomatiques, admis à traiter, comme une puissance avec le Gouvernement, et mis à même d'entretenir dans notre monde politique des relations que rien n'entrave, que tout favorise et qui sont largement utilisées pour le service de la politique ultramontaine.

Le clergé sédentaire : évêques, curés, vicaires, simples administrateurs de diocèses et de paroisses, se trouve ainsi plus immédiatement maintenu sous l'inspiration et sous les ordres du Vatican, et cela n'est pas toujours inutile ; car, bien que les révoltes soient rares, il s'est vu parfois que même un évêque fût indocile. On se rappelle les incidents de l'évêque Dumont et des caisses épiscopales de Tournai.

En fait, grâce aux manœuvres politiques d'un clergé qui n'est salarié par le Trésor public que pour une mission religieuse, grâce aussi aux envahissements d'une mainmorte colossale, clandestinement et illégalement reconstituée, le pape retrouve en Belgique et y exerce, sous une forme détournée, le pouvoir temporel qu'il a perdu en Italie. Et la présence du nonce à Bruxelles est la marque hautaine du vasselage dans lequel a sombré l'indépendance de notre société civile.

Les esprits libres n'ont cessé de protester contre le maintien d'une situation aussi offensante pour la dignité de notre pays. Nous avons rappelé la noble initiative prise, dès la première heure, par M. Frère-Orban. Lorsque 1878 ramena le parti libéral au pouvoir, la suppression de la Légation belge ne fut ajournée qu'en suite de l'annonce faite par Léon XIII qu'il entendait faire cesser la guerre poursuivie par les catholiques contre les libertés modernes.

Deux ans plus tard, le clergé belge, inspiré, guidé, soutenu, publiquement approuvé par Léon XIII, poursuivait victorieusement la destruction de l'enseignement public !

M. Frère-Orban prit alors la seule résolution qui fût compatible avec la dignité du Gouvernement : il supprima la Légation belge et il envoya ses passeports au nonce.

Le Gouvernement catholique de 1884 s'empessa de le rappeler et, depuis vingt ans, la politique ultramontaine, déchainée sur notre pays, continue l'œuvre de pacification dérisoire, en réalité l'œuvre de servitude, dont le nonce Pecci avait pu réunir les éléments chez nous avant de ceindre la tiare pontificale.

Pendant longtemps, on a cru devoir garder des ménagements et sauver les apparences. On prétendait n'avoir en vue que les intérêts religieux ou ces célèbres *questions mixtes* où la religion pouvait sembler engagée. Mais aujourd'hui toute retenue est abandonnée.

M. Merry del Val, secrétaire d'État, règle publiquement, au nom du pape, jusqu'aux tactiques électorales ! Les fractions du parti clérical qui se piquent de démocratie sont admises aux honneurs de la candidature à condition d'accepter les disciplines des conservateurs, et c'est en exécution de ces tactiques pontificales que le palais fourni par la Nation à M. Rutten, évêque de Liège, sert d'asile aux conciliabules des deux fractions cléricales que l'évêque entend conduire aux batailles du scrutin.

Le plus puissant des monarques étrangers n'oserait se permettre pareille immixtion dans nos affaires intérieures !

L'offense à l'honneur national s'aggrave de jour en jour et une plus longue endurance nous rendrait la risée des peuples civilisés.

Les cléricaux du dehors affectent souvent de réclamer pour eux « *la liberté comme en Belgique* ».

Il faut que l'on sache que notre pays n'est ni dupe, ni complice de cette piperie des mots. Il faut que l'on sache que, dans aucun autre pays au monde, on n'a poussé aussi loin l'asservissement d'un peuple aux desseins de la plus redoutable et de la plus envahissante des Églises.

Il nous a paru nécessaire de formuler cette protestation. Elle n'arrêtera pas le Gouvernement. Nous espérons que le peuple belge voudra y avoir égard.

ÉMILE FERON.

RÉPONSE A LA NOTE DE LA MINORITÉ.

L'honorable M. Féron termine sa note de minorité par un appel au peuple belge.

Il ne déplaît pas à la majorité de la Section centrale de voir poser la question sur ce terrain.

En effet, le peuple belge jouit d'un bon sens trop solide, pour ne pas se rendre compte, en lisant l'argumentation spéieuse et démodée de l'honorable M. Féron, que le parti libéral, dont il se fait l'organe, n'a rien oublié ni rien appris.

Aujourd'hui comme il y a vingt-cinq ans, ce parti est essentiellement intolérant et sectaire. Il ne tient aucun compte ni des croyances et des vœux de la grande majorité des citoyens, ni des événements du dehors, et il voudrait que la Belgique se donnât une seconde fois aux yeux de l'Europe le ridicule d'une rupture diplomatique avec la plus grande puissance morale qu'il y ait au monde.

La note de la minorité glorifie l'acte par lequel M. Frère-Orban, prenant « la seule résolution qui fût compatible avec la dignité du Gouvernement »... « supprima la Légation belge » près du Saint-Siège et « envoya ses passeports » au nonce ».

Les libéraux les plus éclairés n'ont pas toujours partagé le lyrisme de l'honorable M. Féron.

Il y a cinq ans, M. le général Brialmont, écrivant la biographie de cet autre libéral distingué, M. Émile Banning, rappelait que cet ancien collaborateur de M. Frère-Orban « regretta que, dans un mouvement d'indignation, » M. Frère-Orban eût qualifié publiquement de « fourberie » la conduite du » nonce. M. Banning « crut », ajoute M. Brialmont, « qu'une suspension des » rapports à Bruxelles et un changement de personne à la nonciature » eussent suffi aux exigences de la situation ».

C'était sans doute à ces souvenirs que se référait M. Banning lui-même quand, décrivant les phases de « la défaite définitive et fatale » de son parti depuis la revision, il écrivait : « Emporté par sa lutte contre la théocratie, » il (le parti libéral) y a finalement subordonné toutes ses pensées, et l'esprit » de secte a fait tort à l'esprit national. Le ressort moral et religieux dans » ses rangs s'est détendu en même temps que la notion de la patrie s'est » obscurcie. Le radicalisme révolutionnaire a développé ces ferments qui » étaient mortels. »

La majorité de la Section centrale estime, que ce jugement autorisé de M. Banning, condamne à la fois l'erreur commise naguère par M. Frère-Orban en rompant avec le Vatican, et l'aveuglement avec lequel l'honorable organe de l'opposition actuelle souhaite le retour aux errements doctrinaires d'antan.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement une élite libérale, trop clairsemée, qui a regretté le geste par lequel M. Frère-Orban a rompu brutalement avec le Saint-Siège.

Le pays légal a désavoué publiquement et itérativement ces procédés violents.

Au lendemain même de la victoire électorale du 10 juin 1884, l'un des premiers actes du Gouvernement conservateur de l'époque fut le dépôt, le 23 juillet 1884, d'un projet de loi consacrant le rétablissement des relations diplomatiques entre la Belgique et le Saint-Siège. Ce projet fut voté à la Chambre des Représentants le 8 août 1884 par 73 voix contre 44 et, au Sénat, le 4 septembre suivant, par 41 voix contre 19. Parmi les membres de la Haute Assemblée qui approuvèrent ce projet figurait M. le baron de Selys Longchamps, ancien président libéral du Sénat.

Le pays accueillit avec faveur cet acte de réparation et de saine politique, et depuis, le corps électoral n'a cessé de confirmer sa satisfaction en accordant, dans une série ininterrompue de scrutins, sa confiance au Gouvernement qui a rétabli les relations traditionnelles de notre Patrie avec le Saint-Siège.

La majorité de la Section centrale est convaincue que l'opinion est, dans son ensemble, absolument favorable à ce commerce diplomatique, qui est le symbole et le gage de la paix religieuse, désirée par nos populations et garantie par le maintien aux affaires du Gouvernement actuel.

C'est vainement, que l'honorable M. Féron essaie de tirer argument des événements de 1870, pour soutenir que le droit international met obstacle au maintien de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et les États souverains.

La thèse de M. Féron est en contradiction absolue avec les faits et les événements; elle est contraire à l'opinion unanime des jurisconsultes et des hommes d'État. Parmi ces derniers, nous nous bornerons à citer M. le marquis de la Véga de Armijo, ancien ministre des Affaires Étrangères et l'un des chefs du parti libéral espagnol, dont le mémoire présenté le 2 décembre 1884 à l'Académie des sciences morales et historiques de Madrid, n'a rien perdu de son intérêt à l'heure actuelle.

Sans vouloir entrer ici dans une controverse d'un caractère particulièrement délicat, sur la nature et l'étendue de la souveraineté pontificale, nous nous bornerons à rappeler que le droit public de l'Italie lui-même, consacre expressément au profit du Saint-Père, la prérogative d'envoyer et

de recevoir des envoyés diplomatiques, « jouissant de toutes les prérogatives » et immunités qui appartiennent aux agents diplomatiques selon le droit » international ».

Les hommes d'État les plus autorisés de la nation italienne, et spécialement tous ceux qui ont pris une part prépondérante à la constitution de son unité, ont toujours adhéré au programme de Cavour, qui déclarait vouloir « la » papauté grande au sein d'une grande Italie ».

La majorité de la Section centrale est donc fondée à protester contre l'allégation de la note de la minorité, que le maintien de nos relations avec le Saint-Siège constituerait un acte désobligeant vis-à-vis de l'Italie. Nous nous félicitons au contraire, de voir nos rapports amicaux avec cette puissance se raffermir à divers points de vue; nous saisissons même cette occasion d'exprimer notre reconnaissance pour les services bienveillants que le Gouvernement italien a rendus, ces derniers temps, aux intérêts belges à l'étranger.

L'honorable M. Féron est trop bon juriconsulte pour ne point savoir que l'usage d'un droit légitime ne peut constituer une offense pour un tiers. A côté du plénipotentiaire représentant la Belgique près du Vatican, résident et sont accrédités dans les mêmes conditions près du Saint-Siège, des ambassadeurs et des ministres publics des principaux États d'Europe et d'Amérique, dont plusieurs sont les alliés de l'Italie. Ce fait démontre que les appréhensions formulées par la note de la minorité, sont imaginées pour les besoins de la cause. Les grandes puissances seront assurément bien étonnées d'apprendre que leurs rapports quotidiens avec le Saint-Siège ne sont, aux yeux de l'honorable M. Féron, que « d'apparence diplomatique ». Aussi la majorité de la Section centrale ne croit-elle pas devoir s'arrêter plus longuement à l'opinion émise à ce propos par la note de la minorité; on ne discute pas l'évidence.

Il est d'ailleurs remarquable que le prestige moral de la papauté amène le développement continu des relations qu'elle entretient avec le monde civilisé.

Depuis la rupture regrettable de 1880 entre notre pays et la Cour de Rome, on a vu successivement l'Allemagne, la Russie, les États de l'Amérique latine, renouer avec le Vatican des relations régulières et fécondes. D'autre part, des rapports intermittents, — mais officiels, — existent même entre le Saint-Siège d'une part, et de l'autre, l'Angleterre et les États-Unis, deux puissances essentiellement protestantes. Enfin les visites sensationnelles des souverains anglais et allemands au Vatican, constituent des événements historiques dont l'importance est bien faite pour venger le Saint-Siège des dédains impuissants du parti libéral belge.

Il nous reste à rencontrer une dernière objection de la note de la minorité. Son honorable rédacteur la formule lui-même en ces termes : « Sous l'empire » de la Constitution belge, dit-il, nulle discussion d'ordre religieux ne peut » s'engager entre le Gouvernement et le Pape. »

Cette proposition constitue une erreur absolue.

L'honorable M. Frère-Orban l'avait déjà formulée dans la correspondance à laquelle a donné lieu le célèbre « échange de vues », et il la reprit, dans son discours du 6 août 1884 à la Chambre, dans les termes suivants : « Certes, si » nous avons un concordat, si du moins notre législation contenait certaines

» mesures qui pourraient donner lieu à un compromis, à une négociation, je
» serais le premier à reconnaître l'utilité que pourrait présenter une légation
» près du Vatican. Mais notre droit public diffère essentiellement du droit
» public de la plupart des autres nations. Et c'est pourquoi l'honorable
» Rapporteur de la Section centrale invoque tout à fait à tort ce qui se fait
» en France, en Autriche-Hongrie, en Bavière, en Espagne, en Portugal, au
» Brésil, en Prusse. Ces pays ont des représentants au Vatican parce qu'ils
» ont des concordats ou des législations qui donnent des droits et laissent
» ouverture à des négociations. »

Dans la même séance, M. de Moreau, Ministre des Affaires Étrangères, répondit péremptoirement : « Cette opinion, qu'il ne peut y avoir de relations
» diplomatiques si ce n'est pour aboutir à un concordat, a été examinée en
» France l'année dernière, lors de la discussion du Budget de 1884, et
» M. Spuller, dont vous ne contesterez pas le libéralisme, a établi que, lors
» même que la France ne serait pas un pays concordataire, il serait encore
» utile, pour les pouvoirs publics, d'avoir des relations diplomatiques avec
» le Saint-Siège. Ce que M. Spuller a dit en France, on peut le répéter en
» Belgique. Il est utile d'avoir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.
» L'honorable M. Frère-Orban le reconnaît lui-même dans son échange de
» vues : les intérêts les plus graves du pays sont en jeu dans cette négocia-
» tion. »

Dans la séance de la Chambre des Députés du 21 janvier 1902, M. Delcassé, Ministre des Affaires Étrangères, a pareillement défendu la thèse que l'ambassade de France près du Vatican se justifie même en dehors d'un concordat, et il a invoqué à l'appui de son opinion, l'exemple de l'Allemagne et de la Russie.

Il est impossible de méconnaître le caractère profondément religieux de nos populations, ni leur respect pour le pacte constitutionnel.

Quoi qu'en dise la note de minorité, l'existence de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, correspond parfaitement à cette situation harmonique, et la majorité de la Section centrale se plaît à reconnaître, que le tact parfait avec lequel ces relations se sont exercées pendant une période ininterrompue de près de vingt années, fait justice des attaques personnelles par lesquelles se termine la note de M. Féron.

C'est donc une protestation énergique et générale, que la majorité de la Section centrale oppose, aux arguments dénués de tout fondement juridique qui caractérisent le mémoire de la minorité. Elle est persuadée, que le ton de ce document servira une fois de plus à avertir et à convaincre les esprits modérés, que les tendances et les aspirations actuelles du parti libéral, constituent une menace permanente pour la paix religieuse et la liberté des consciences.

Le crédit relatif à la Légation de Belgique près du Vatican a été adopté dans la première section par 8 voix contre 3 et 2 abstentions; les procès-verbaux des autres sections n'ont point mentionné les votes émis sur cet objet.

La Section centrale a voté le même crédit à l'unanimité moins 1 voix.

Vote sur l'ensemble du Budget.

En première section, l'ensemble du Budget a été adopté par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

La 2^e section a admis le Budget par 14 voix et 1 abstention, motivée par le crédit sollicité pour la garde de la Légation de Pékin.

Dans la 3^e section, le vote favorable a été unanime, moins une abstention non spécialement motivée.

Dans la 4^e section, le Budget a recueilli 6 voix et 3 abstentions, et dans la 5^e section, l'unanimité moins 1 abstention.

La 6^e section a rejeté le Budget; son procès-verbal n'indique pas la répartition des votes.

La Section centrale a adopté le Budget par 6 voix contre 1.

En conséquence, la Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

B^{on} LÉON BÉTHUNE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



181

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1904.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1904 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BÉTHUNE.

MIJNE HEEREN,

Overzicht van de cijfers der Begrooting.

Uit de inleidingsnota voor het ontwerp van Begrooting blijkt dat de gezamenlijke kredieten, beschikbaar voor het dienstjaar 1903, bedragen fr. 3,728,113 »
terwijl de cijfers, uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting voor 1904, beloopten 3,619,783 »

Dus, voor 1904, eene vermindering van fr. 108,330 »

De gewone uitgaven zijn verhoogd met fr. 87,330 »

Deze som is onderverdeeld als volgt :

ART. 2. — Personeel der bureelen, enz. . fr. 5,120 »

ART. 14. — Militaire wacht van het Gezantschap te Peking. 78,200 »

ART. 16. — Aandeel van België in de kosten van het Bestendig Hof van arbitrage. 4,000 »

TOTAAL . . . fr. 87,320 »

De vermindering met fr. 195,630 »
op de buitengewone uitgaven, wordt door de inleidingsnota uitgelegd. ' »

Het verschil, zijnde fr. 108,330 »

komt overeen met het hierboven opgegeven verschil tusschen de algemeene cijfers voor 1903 toegekend en die welke voor 1904 zijn uitgetrokken.

(1) Begrooting, n° 4, V.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren GIELEN, VAN MERRIS, DE WINTER, GILLÈS DE PELICHY, FÉRON, BÉTHUNE.

Bij het onderzoek in de afdeelingen, werden talrijke opmerkingen gemaakt. Over de gewichtigste trad de Middenafdeeling in gedachtenwisseling met de Regeering.

Die vraagpunten kunnen min of meer willekeurig worden gerangschikt onder de volgende hoofdstukken :

I. Handelsverdragen.

II. Betrekkingen van nabuurschap met de aangrenzende Staten.

III. Belgische belangen in het Verre Oosten.

* *

Ongeminderd de zaken betreffende die verschillende punten, zijn er andere die recht- of onrechtstreeks 's lands vaderlandsliefde aanbelangen.

Wordt daarover niet gesproken in dit Verslag, dan is 't omdat de Afdeeling verkoos ten gevolge van de omstandigheden daarover heen te stappen, of wel omdat de in België of in den vreemde uitgegeven officieele stukken, door de dagbladen overgenomen, inlichtingen mededeelden, die vooralsnu toereikend schenen.

* *

Nogmaals kwam de oppositie op tegen het krediet voor het Belgisch Gezantschap bij den Heiligen Stoel.

De daarover gewisselde opmerkingen zijn vereenigd in het vierde gedeelte van dit Verslag.

I.

Handelsverdragen.

Evenals in vorige jaren, was in onze Middenafdeeling sprake van de gewichtige mogelijkheid der opzegging van het handelsverdrag, den 6ⁿ December 1891 tusschen Duitschland en België gesloten.

Vermits de onderhandelingen hangend zijn, hoefde men bijzonder bescheiden te wezen. Overigens werden de wenschen van landbouw en nijverheid uitgedrukt bij de stelselmatige raadpleging, uitgelokt door de bevoegde Departementen, en tijdens de beraadslagingen der Kamers, in de twee voorgaande zittingsjaren.

De vraagstukken, door den thans nakenden vervaltijd opgeworpen, werden insgelijks grondig onderzocht in de verslagen der Middenafdeelingen die de begrotingen voor 1902 en 1903 onderzochten. Om die redenen, dacht onze Afdeeling geen ander blijk te moeten geven van hare belangstelling in dit gewichtig huishoudkundig vraagstuk, dan door het stellen van eene algemeene vraag, luidende als volgt :

Eerste vraag.

« Hoe staat het met de vernieuwing der handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije? »

Antwoord.

« Op voorstel der Duitsche Regeering, werden tusschen België en Duitschland onderhandelingen aangeknoopt tot herziening van het handelsverdrag den 6ⁿ December 1891 tusschen beide landen gesloten. Dit werd gemeld in eene nota, den 30ⁿ October 1903 afgekondigd in het *Staatsblad*.

» Tot hiertoe deed de Regeering van Oostenrijk-Hongarije aan 's Konings Regeering nog geene voorstellen aangaande het handels- en zeevaartverdrag, op denzelfden datum ondertekend door België en Oostenrijk-Hongarije. »

* * *

Slechts één bijzonder vraagstuk werd opgeworpen, en wel betreffende de maatregelen door de Duitsche Regeering genomen in zake de handschoennijverheid.

2^e Vraag.

« Heeft de Regeering nagedacht over de verbodsmaatregelen, door Duitschland genomen tegen de handschoennijverheid, te beginnen met 1 Januari 1905? »

Antwoord.

« 's Konings Regeering heeft hare ernstige aandacht gevestigd op bedoelde maatregelen. De onderhandelingen, met Duitschland aangeknoopt voor de herziening van het handelsverdrag van 6 December 1891, zullen haar in de gelegenheid stellen de Duitsche Regeering te onderhouden over die zaak. »

Sedert deze vraag werd gesteld, werd de zaak ter Kamer grondig behandeld. Er is bewezen dat zij in velerlei opzicht van het hoogste gewicht is voor onze werkende standen, en met genoegen nam de Afderling nota van de welwillende belofte der Regeering, verval zoowel in bovenstaand antwoord als in de verklaring, door den heer Minister van Buitenlandsche Zaken afgelegd ter vergadering van 19 Februari 1904.

* * *

Een lid deed uitschijnen dat de verleden jaar toegestane intrekking der invoerrechten op koffie van nut zou kunnen zijn om, in zake tolrechten, toegevingen te bekomen vanwege de koffievoortbrengende landen.

Deze oordeelkundige opmerking gaf uwe Middenafdeeling aanleiding tot het stellen van onderstaande vraag :

3^e Vraag.

« Zijn er maatregelen genomen om de Staten, die koffie voortbrengen, te laten weten dat België de invoerrechten op dat product heeft ingetrokken? Kan men wederkeerig van die landen geene toegevingen verwerven voor den uitvoer van Belgische voortbrengselen? »

Antwoord.

« Het was 's Konings Regeering niet ontgaan dat de intrekking der invoerrechten op koffie zou geschikt zijn om gemakkelijker met sommige overzeesche landen betrekkingen aan te knopen op voordeelige grondslagen.

» Het Departement van Buitenlandsche Zaken deed voorstellen aan sommige voortbrengende landen, met welke België thans geen handelsverdrag heeft, en die ongetwijfeld zullen begrijpen dat het voor hen voordeelig zou zijn, tegen toegevingen op tolgebied, het onbepaald handhaven van het nieuw stelsel te verzekeren. »

* * *

Er zijn nog slechts weinig beschaafde landen met welke wij thans geen handels- en geen uitleveringsverdrag hebben. Dat is evenwel het geval met het vorstendom Montenegro, welks grondgebied, geregeld door het verdrag van Berlijn, toegang tot de zee heeft. Uwe Middenafdeeling was van oordeel dat dit gemis van de gebruikelijke betrekkingen tusschen beschaafde Staten eene leemte was, en dat gevoelen wordt gedeeld door de Regeering, zooals blijkt uit haar antwoord op onderstaande vraag :

4^e Vraag.

« Is het waar dat er tusschen België en Montenegro geen uitleveringsverdrag noch handelsovereenkomst bestaat?

» Zoo ja, acht de Regeering niet raadzaam deze tweevoudige leemte aan te vullen, wat kan geschieden zonder kosten voor de Schatkist, door België's gezant te Athene gevolmachtigd te maken te Cettinje? »

Antwoord.

« Twee Staten, Oostenrijk-Hongarije en Italië, sloten uitleveringstractaten met het vorstendom Montenegro, in dato van den 23 September 1872 en van den 29^e Augustus 1892.

» In de laatste jaren, sloot Montenegro handelsovereenkomsten met Frankrijk, Griekenland en Servië. In 1900 deed het opzegging van de handels- en zeevaartverdragen, die het in 1882 met Groot-Brittanië en in 1883 met Italië had gesloten. De thans bestaande overeenkomsten zijn gegrond op behandeling als het meest bevoordeelde land, en dit stelsel bestaat insgelijks wederkeerig voor Montenegro en België.

» 's Konings Regeering zal de eerste gepaste gelegenheid waarnemen om aan het Vorstendom eene overeenkomst voor te stellen tot regeling van :

» 1^o De handels- en zeevaartbetrekkingen tusschen beide landen;

» 2^o De uitlevering.

» In beginsel heeft de Regeering besloten een onbezoldigden consul te Cettinje aan te stellen, en er zijn stappen gedaan om voor dien post een candidaat te vinden, bij voorkeur een Belg, die in staat zou zijn hem behoorlijk te vervullen. »

II.

*Betrekkingen van nabuurschap met de aangrenzende Staten,
inzonderheid met Frankrijk.*

Onder dit gezamenlijk hoofdstuk rangschikken wij eerst en vooral eene algemeene vraag :

5^e Vraag.

« Door welke bepalingen wordt thans geregeld het vervoer van landbouwvoortbrengselen in de grensstreek, voor landbouwers die boerderijen hebben aan beide zijden der grens?

» Is er bij overeenkomst geen stelsel te verwerven, dat een einde maakt aan de eeuwigdurende klachten der belanghebbenden, inzonderheid voor de Nederlandsche grens? »

Antwoord.

« Het stelsel der gemengde eigendommen, dat zijn dezulke waardoor de grenslijn loopt, is geregeld door het grensverdrag van 28 Maart 1820 met Frankrijk art. 66 en 67), dit van 26 Juni 1816 met Pruisen (art. 33), en dit van 8 Augustus 1843 met Nederland (art. 37 en 38). Voor de eigendommen, gelegen binnen de grensstreek, zijn de regelen, in België toe te passen met het oog op internationaal vervoer van landbouwvoortbrengselen, bepaald bij artikel 5, n^o 5, der algemeene wet van 26 Augustus 1822.

» In de jongste tijden kwamen bij het Departement van Buitenlandsche Zaken geene klachten in van Belgische grondeigenaars, die moeilijkheden zouden ondervinden bij het bewerken van hunne landen over de grens.

» Moesten dienaangaande wenschen worden uitgedrukt, dan zou het Departement, in overeenstemming met de andere bevoegde Departementen, middelen beramen om de belanghebbenden te bevredigen. »

Het slot van het antwoord van den Heer Minister van Buitenlandsche Zaken is al te rooskleurig. Dat er aan het Departement in de jongste tijden geene klachten werden overgemaakt, bewijst niet dat er niet talrijke zijn welke niet tot in de bureelen der Wetstraat geraken. Men mag zeggen dat er, onder andere, langs de Zeelandsche grens dagelijks moeilijkheden ontstaan, en geregeld wordt daarover ter Kamer gesproken door onze achtbare medeleden uit Sint-Nicolaas en Gent-Eekloo. Die klachten werden daar onlangs herhaald door den achtbaren Heer Verhaegen. Derhalve acht de Afdeeling dat het nuttig ware zoo het Departement een meer bevoegden ambtenaar belastte met een nauwkeurig onderzoek in de Belgische gemeenten aan de Zeeuwsche grens. Het goedbegrepen belang der twee naburige en bevriende landen vergt dat elke oorzaak van misverstand tusschen de wederzijdsche ingezetenen wordt weggenomen. Ten gevolge van het onderzoek dat wij het Departement aanbevelen, zou dit laatste wellicht in staat zijn om aan het Kabinet te 's Gravenhage praktische en doelmatige voorstellen te doen, geschikt om elk misverstand uit den weg te ruimen.

* * *

Eene 6^e vraag werd gesteld naar aanleiding van de reeds zoo oude grief der bevolkingen langs den Belgischen loop der Schelde, het bederven van het Spierewater.

6^e Vraag.

« Hoe staat het thans met het vraagstuk van het Spierewater? Is het waar dat er, dank aan het oordeelkundig aandringen van onze diplomatische of consulaire ambtenaren en den goeden wil der Fransche Regeering, mag worden gehoopt op eene aanstaande oplossing? »

Antwoord.

« Sedert eenigen tijd worden te Grimonpont proeven genomen met het behandelen van het Spierewater door middel van zwavelzuur.

» De tot hiertoe verworven uitslagen zijn nog niet genoeg afdoende, en wellicht moeten andere stelsels worden toegepast, wat de proefnemingen langer kan doen duren.

» 's Konings Gezantschap te Parijs en onze consuls die verblijven in de streek nabij de Spiere, wijden bij voortduring hunne aandacht aan die zaak. Men kan enkel hulde brengen aan hun verstandigen ijver. »

Ongeminderd deze officieele inlichtingen, vernam onze Middenafdeeling uit bijzondere bron dat het bestuur van het Noorderdepartement zich thans uiterst bezorgd en welwillend onledig houdt niet alleen met het zuiveren van het Spierewater, maar ook met dit der Lei en der andere rivieren in de streek. De Middenafdeeling stelt het zich tot plicht, het Departement van Buitenlandsche Zaken aan te zetten gebruik te maken van deze goede gezindheid bij onze naburen. Met reden wijst de Regeering op de pogingen onzer diplomatische en consulaire ambtenaren met hetzelfde doel. Daar het op te lossen vraagstuk van plaatselijk belang is, zoo schijnt het verstandig en verkleefd optreden van de consulaire ambtenaren in die streek, inzonderheid dit van onzen Consul te Rijsel, wiens lof niet meer is te maken, eene aanzienlijke rol te moeten vervullen; ook houdt de Middenafdeeling zich overtuigd dat zij er prijs zullen op stellen om aan beide belanghebbende landen dezen grooten dienst te bewijzen, dat eindelijk een vraagstuk wordt opgelost, hetwelk zooveel technische en geldelijke bezwaren oplevert.

* * *

De volgende vraag, gesteld op verzoek van een lid, raakt den toestand der Belgische consulaten in Frankrijk :

7^e Vraag.

« Zijn de kanselarijcosten der Belgische consulaten in Frankrijk toereikend? »

Antwoord.

« De Belgische consuls innen ten hunnen voordeele de consulaire taxes, waarvan het jongste tarief werd bepaald bij de wet van 22 October 1897.

» De opbrengst dezer taxes verschilt noodzakelijk volgens de posten; het spreekt vanzelf dat zij het meest bedraagt in streken waar een groot getal onzer landgenooten verblijven, bij voorbeeld in zekere gedeelten van Frankrijk. »

* * *

Senaat en Kamer handelden herhaaldelijk over de wijze waarop de Fransche wet handelt ten opzichte van onze landgenooten, die het slachtoffer worden van arbeidsongevallen. Daarover werd ook menigmaal gesproken in de verslagen der Middenafdeelingen over de Begrooting van Buitenlandsche Zaken.

Nogmaals ondervroeg onze Middenafdeeling de Regeering over het doelmatige der sedert jaren gedane stappen, welke ongelukkiglijk tot hiertoe geen practisch gevolg hadden. Daartoe strekt de 8^e vraag.

8^e Vraag.

« Hoopt de Regeering dat de grieven onzer landgenooten in zake vergoeding van arbeidsongevallen in Frankrijk, bevredigd kunnen worden? »

Antwoord.

« Toen door de Belgische Kamers was goedgekeurd het ontwerp van wet tot vergoeding van arbeidsongevallen, waarvan de bepalingen van toepassing zijn zoowel op vreemde als op eigene arbeiders, vond 's Konings Regeering aanleiding om ons Gezantschap te Parijs andermaal met de Regeering der Republiek te doen onderhandelen, opdat, ten voordeele van Belgische arbeiders, een stelsel worde toegepast, dat overeenkomt met ditgene wat Fransche arbeiders in België genieten. »

De Middenafdeeling hoopt dat 's Konings Gezantschap te Parijs tot een uitslag zal geraken vóórdát de Belgische ongevallenwet in werking treedt. De openbare meening zou niet begrijpen dat dergelijke onderhandeling, tot staving waarvan men zich met zooveel recht mag beroepen op de regelen der billijkheid en der menschlievende wederkeerigheid, niet bijzonder krachtdadig werd voortgezet door onze gezanten.

* * *

Onderstaande vraag geldt insgelijks een punt van maatschappelijk recht, waarover met nut eene overeenkomst tusschen beide landen kan worden gesloten, en wel de arbeiderspensioenen.

9^e Vraag.

« Kan men aan de Fransche Regeering geene overeenkomst voorstellen, gegrond op wederkeerigheid in zake arbeiderspensioenen? »

Antwoord.

« De Belgische wet van 10 Mei 1900 op de arbeiderspensioenen regelt op algemeene wijze in haar artikel 3, 1^o, de voorwaarden waaronder vreemdelingen aanmoedigingspremiën kunnen genieten om een ouderdomspensioen te verwerven.

» Ten gepasten tijde kan worden onderzocht of het nuttig ware die zaak bij overeenkomst te regelen met de Fransche Regeering. »

III.

Belgische belangen in het Verre-Oosten.

In vele afdeelingen werd gevraagd om aanvullende inlichtingen over het nieuw krediet voor de krijgswacht in het Gezantschap te Peking. Dit verzoek om uitlegging nam uwe Middenafdeeling over voor hare rekening en zij stelde de volgende vraag :

10^e Vraag.

« Kan de Regeering niet enkele aanvullende inlichtingen leveren over de krijgswacht in het Belgisch Gezantschap te Peking, en over de bepalingen van denzelfden aard, genomen door andere Mogendheden die een Gezantschap in die hoofdstad hebben? »

Antwoord.

« Men weet dat tijdens de onlusten in 1900, de wijk der vreemde gezantschappen te Peking maandenlang werd belegerd en grootendeels vernield. Het meerendeel der Gezantschappen moesten gansch worden herbouwd, en de heele wijk werd omringd met bevestigingswerken, ten einde ze te beschermen zoo er nog gebeurtenissen ontstonden als die van 1900. Artikel VII van het slotprotocol van 7 September 1901 kent aan de Mogendheden het recht toe, eene bestendige wacht te hebben tot verdediging der Gezantschappen.

» Van dit recht maakten de belanghebbende Regeeringen gebruik en zij dragen tot die verdediging bij door eene krijgswacht van 150 tot 300 man voor iedere groote Mogendheid. Nederland heeft te Peking eene wacht van nagenoeg 30 man.

» Voor België's Gezantschap trekt de Regeering nut uit de gezamenlijk genomen maatregelen en zij kon dus niet ontsnappen aan de daaruit voortvloeiende lasten. Hare bijdrage werd bepaald op nagenoeg hetzelfde getal manschappen als dit der Nederlandsche Regeering; het scheen toereikend om den Belgischen Gezant de noodige begeleiding te verschaffen en de wacht te verzekeren, en, bij voorkomend geval, de plaats te verdedigen, waarbinnen de woningen van het personeel des Gezantschaps zijn gelegen.

» De door ons leger te leveren afdeeling zal staan onder het bevel van een officier, zoo mogelijk met den graad van kapitein, en bevatten :

- 1 adjudant onderofficier ;
- 1 eersten sergeant of sergeant ;
- 1 wachtmeester (boekhouder) ;
- 2 korporaals ;
- 5 ruiters ;
- 10 voetgangers.

» Zij worden vrijwillig aangeworven onder de militairen in werkelijken dienst.

» De verbintenis wordt aangegaan voor drie jaar.

» Voor soldij en aan de troepen toegestane andere aandeelen, worden de manschappen behandeld zooals hunne krijgsmakkers, doch trekken daarenboven eene jaarlijksche vergoeding van 1,000 tot 1,400 frank.

» In de som van 37,925 frank, onder de vermelding : Jaarwedde en soldij, (nieuw) artikel 14 der Begrooting, zijn te begrijpen : 1^o de bijkomende vergoeding voor den officier, de onderofficieren, korporaals en soldaten; 2^o de vergoeding voor uitrusting van den officier (1,500 frank) en voor den adjudant onderofficier (1,000 frank).

» De raming van 33,600 frank, voor onderhoud en voeding der afdeeling gedurende een jaar, is gegrond op inlichtingen, ingewonnen bij de gezanten der Europeesche mogendheden te Peking, betreffende den prijs van het onderhoud der militairen van hunnen graad bij het gezantschap.

» Die prijs verschilt van 175 tot 535 frank per man en per maand.

» De manschappen worden gekleed, uitgerust en bewapend door het Departement van Oorlog, behalve voor voorwerpen die niet bij ons leger zijn verordend.

» Zieke manschappen worden verpleegd in het Fransch internationaal hospitaal. »

Deze uitleggingen bevredigden de Middenafdeeling.

*
*
*

Verleden jaar verklaarde de Regeering het volgende aan de Middenafdeeling, in zake onze nederzettingen in China : « Tot hiertoe zijn de schikkingen voor de nederzettingen van België in China niet bepaald genomen. De Regeering is vanzins aan de Belgische Kamers maatregelen te onderwerpen, welke te dien opzichte genomen zullen worden. »

Uwe Middenafdeeling wilde weten hoe het daarmede thans is gelegen. Hier volgt hare vraag en het antwoord der Regeering :

11^o Vraag.

« Wanneer denkt de Regeering aan de Kamers de maatregelen voor te stellen, die zullen worden genomen voor Belgische nederzettingen in China, en werden aangekondigd in het antwoord der Regeering op de 7^o vraag, gesteld door de Middenafdeeling die de Begrooting voor 1903 onderzocht? »

Antwoord.

« De onderhandelingen zijn steeds hangend; derhalve kan de Regeering aan de Kamers nog geen maatregelen voorstellen om in China Belgische nederzettingen tot stand te brengen.

» 't Is te hopen dat deze onderhandelingen eerlang zullen afloopen. »

Evenals verleden jaar, stipte de Middenafdeeling met genoegen aan dat de Regeering zich zeer bezorgd toont om onze betrekkingen met het Verre Oosten uit te breiden.

De openbare denkwijze schijnt overigens deze verstandige pogingen eenparig goed te keuren. Onlangs kwam eene aanzienlijke groep Chineesche studenten zich in België vestigen, wat genoeg bewijst hoezeer België's gevoelens en handelwijze naar waarde worden geschat door het bewind van het Chineesche rijk.

* * *

Het is noodig behoorlijke en bestendige huisvesting te verzekeren aan onze gezanten en consuls in Oostersche landen. De maatregelen, daartoe door de Regeering genomen, werden gunstig bejegend in ons Parlement. Onze Middenafdeeling deed navraag over de in dien zin aangevangen of ontworpen werken.

12^e Vraag.

« Hoe verre zijn gevorderd de werken tot het bouwen der hotels voor het gezantschap te Tokio en het consulaat te Séoul?

» Is het hotel van het Belgisch gezantschap te Constantinopel ingericht?

» Onderzoekt het Departement het vraagstuk van den aankoop van een hotel voor het gezantschap te Teheran? »

Antwoord.

« De werken tot inrichting van het gezantschapshotel te Tokio zijn voltooid en thans moet onze agent er voor goed zijn gevestigd.

» Het werd noodig bevonden in het eigendom van het gezantschap nog eene woning te bouwen voor den secretaris van het Gezantschap. Er wordt voorzien dat zij rond 1 Mei eerstkomende kan worden betrokken.

» Het bouwen van het hotel voor het algemeen Consulaat te Séoul volgt den geregelden, gang en waarschijnlijk zal het klaar zijn tegen het einde van dit jaar.

» Het gezantschapshotel te Constantinopel is volkomen ingericht; de meubelen zijn in de maak en worden eerlang verzonden.

» Tot hiertoe besloot de Regeering nog niets over het aankopen van een gezantschapshotel te Teheran, doch is eenmaal het oogenblik daartoe gekomen, dan zal zij de zaak niet uit het oog verliezen. »

* * *

Tijdens de eerste beraadslagingen der Middenafdeeling, woedde de krijg nog niet in het Verre Oosten.

Uit mondelinge verklaringen van den Heer Minister van Buitenlandsche Zaken blijkt dat zijn Departement de noodige maatregelen nam om de Belgische onderdanen te beschermen, zooveel de gebeurtenissen zulks veroorloven.

IV.

Belgisch Gezantschap bij den Heiligen Stoel.

De minderheid der Middenafdeeling verzette zich in de volgende bewoordingen tegen het handhaven van het Belgisch Gezantschap bij den Heiligen Stoel :

NOTA VAN DE MINDERHEID.

De minderheid der Middenafdeeling is van oordeel dat er geene reden bestaat om het Belgisch Gezantschap bij het Vaticaan te handhaven.

Sedert meer dan dertig jaar, heeft het pausdom alle tijdelijk gezag verloren en vertegenwoordigt de koning van Italië alleen te Rome 's lands regeering.

Reeds daags na de vervallenverklaring door het Italiaansche volk, vroeg de heer Frère-Orban, sprekende namens de liberale minderheid, de terugroeping van den Belgischen gevolmachtigde bij den paus.

Diplomatische betrekkingen strekken enkel tot regeling der internationale belangen; redelijkerwijs kunnen zij slechts worden behouden tusschen soevereine Staten. Welnu, de paus is nog slechts het hoofd van een godsdienst, en België onderhoudt geene diplomatische betrekkingen met de hoofden van andere geloofsbelijdenissen noch met onttroonde vorsten.

Andere landen bleven, wel is waar, schijnbaar diplomatische betrekkingen met de pausen behouden; doch onze Grondwet scheidt Kerk en Staat, ten minste in dezen zin dat de Staat zich met geene godsdienstzaken mag bemoeien. Daarentegen behielden de door ons bedoelde landen het stelsel der concordaten, en wel Oostenrijk, Spanje, en tot hiertoe Frankrijk. Sommige landen hebben, zonder bestendig concordaat, met de Kerk voorbijgaande en vaak gewijzigde onvereenkomsten gesloten, waardoor wordt bepaald wat al of niet mag worden gedaan.

't Is te begrijpen dat er voor het uitvoeren van zulke overeenkomsten herhaalde onderhandelingen noodig zijn, die op verzoek der Kerk den gebruikelijken vorm van een gezantschap behielden.

Doch dat is slechts eene schijnbare toegeving en zoo weinig wezenlijk, dat de mogendheden niet toelieten dat de paus zou vertegenwoordigd zijn op de internationale Conferentie te 's Gravenhage.

Onder de Belgische Grondwet, kan er geen godsdienstige twist ontstaan tusschen de Regeering en den paus, en daar zij geene vredes- of handelsverdragen kunnen sluiten, vraagt men zich af op welke opvatting van het openbaar recht de aanwezigheid van een pauslijken nuntius te Brussel en het behouden van een Belgisch gezant bij het Vaticaan wel kan gesteund wezen.

Dit overblijfsel van een afgeschaft verleden schijnt nog enkel een blijvend protest te zijn tegen de soevereine daad van het Italiaansche volk, dat het tijdelijk gezag aan de pausen ontnam. Het is eene krenkende onregelmatigheid en de eer evenals het belang onzes lands eischen dat het zijne verantwoordelijkheid vrijwaart tegenover het groot bevriend land, dat Rome tot hoofdstad van het heringericht Italië maakte.

Is het onmogelijk te ontwaren, om welke reden wij bij het Vaticaan een Gezantschap behouden, heel gemakkelijk begrijpt men het overgroot belang

voor de Kerk om te Brussel een nuntius te behouden, die al de diplomatische voorrechten geniet en als eene mogendheid kan onderhandelen met de Regeering en in onze politieke wereld betrekkingen kan onderhouden, die door niets worden verhinderd, door alles bevorderd en waarvan ruimschoots gebruik zal worden gemaakt voor den dienst der ultramontaansche politiek.

De sedentaire geestelijkheid : bisschoppen, pastoors, onderpastoors, eenvoudige beheerders van bisdommen en parochiën, wordt aldus beter onder de ingeving en de bevelen van het Vaticaan gehouden, en dat is niet steeds nutteloos, want of-choon opstand zelden voorkomt, soms trof men zelfs een onwilligen bisschop aan. Men herinnere zich de voorvallen met bisschop Dumont en de kassen van het bisdom Doornik.

Dank aan de politieke handelingen eener geestelijkheid, door de openbare Schatkist slechts bezoldigd voor eene godsdienstige taak, dank ook aan de uitbreiding eener aanzienlijke doode hand, heimelijk en wederrechtelijk heringericht, herwint de paus in België feitelijk het tijdelijk gezag dat hij in Italië verloor, en oefent het op onrechtstreeksche wijze uit. En de aanwezigheid van den nuntius te Brussel is het trotsch bewijs van het knechtschap, waarin de onafhankelijkheid onzer burgerlijke samenleving verzonk.

Alle vrije mannen kwamen onophoudelijk in verzet tegen het handhaven van een toestand, zoo kwetsend voor 's lands waardigheid. Hierboven herinnerden wij het edelaardig initiatief des heeren Frère-Orban, van het eerste oogenblik af. Toen de liberale partij in 1878 terug aan 't bewind kwam, werd het intrekken van het Belgisch Gezantschap slechts verdaagd omdat Leo XIII had beloofd dat hij den strijd der katholieken tegen de hedendaagsche vrijheden zou doen ophouden.

Twee jaar later zette de Belgische geestelijkheid, ingegeven, geleid, ondersteund, openlijk goedgekeurd door Leo XIII, zegevierend de vernietiging van het openbaar onderwijs voort.

Dan nam de heer Frère-Orban het eenig besluit dat overeenkwam met de waardigheid der Regeering : hij schafte het Belgisch Gezantschap af en gaf den nuntius zijn afscheid.

In 1884 stelde de katholieke Regeering hem dadelijk weder aan, en sedert twintig jaar zet de over ons land ontketende ultramontaansche politiek het werk van bespottende bevrediging voort, dat eigenlijk het werk van verslaving is, waartoe de nuntius Pecci in ons land de bestanddeelen wist te verzamelen, voordat hij tot paus werd uitgeroepen.

Sedert lang dacht men inschikkelijk te moeten zijn en den schijn te moeten redden. Men beweerde niets anders op het oog te hebben dan de godsdienstige belangen of die beruchte *gemengde vraagstukken*, waarbij de godsdienst betrokken scheen. Doch thans heeft men afgezien van alle terughouding.

De heer Merry del Val, Staatssecretaris, regelt openlijk, namens den paus, tot zelfs den politieken strijd. De mannen der clericale partij die beweren democraat te zijn, verwerven de eer eener candidatuur op voorwaarde dat zij zich onderwerpen aan de tucht der behoudsgezinden, en 't is in uitvoering van die pauslijke tactiek dat het Paleis, door het land

afgestaan aan den heer Rutten, bisschop van Luik, tot vergaderplaats dient voor de twee gedeelten der clericale partij, welke de bisschop naar de stembus leidt.

De machtigste vreemde vorst zou zich niet durven veroorloven zich aldus te bemoeien met onze binnenlandsche aangelegenheden.

De smaad, 's lands eer aangedaan, neemt met den dag toe, en het langer duldten ware ons bespottelijk maken bij de beschaafde volkeren.

Buitenlandsche clericalen eischen vaak openlijk voor zich « *de vrijheid zooals in België* ».

Men dient te weten dat ons land zich niet laat foppen door en niet medeplichtig is aan die bedriegelijke woorden. Men dient te weten dat in geen ander land der wereld een volk zoo slaafsch werd onderworpen aan de plannen van de meest geduchte en meest overweldigende aller Kerken.

Wij hebben het noodig geacht dit protest uit te brengen. Het zal de Regeering wel niet terughouden, doch wij hopen dat het Belgische volk er acht op zal geven.

ÉMILR FERON.

ANTWOORD OP DE NOTA VAN DE MINDERHEID.

Aan 't slot zijner minderheidsnota, doet de achtbare heer Feron een beroep op het Belgisch volk.

Het kan de Middenafdeeling niet mishagen dat de zaak op dat terrein wordt geplaatst.

Trouwens, het Belgisch volk heeft te veel gezond verstand om, bij het lezen der schoonschijnende en ouderwetsche redenen van den achtbaren heer Feron, niet te begrijpen dat de liberale partij, als welker tolk hij optreedt, niets heeft vergeten noch aangeleerd.

Thans evenals vijf en twintig jaar geleden, is die partij in hooge mate dweepziek en onverdraagzaam. Zij houdt geenszins rekening met het geloof en de wenschen van de groote meerderheid der burgers, evenmin als met buitenlandsche gebeurtenissen, en zij zou willen dat België zich voor de tweede maal belachelijk maakte in de oogen van Europa, door de diplomatische betrekkingen met het hoogste zedelijk gezag der wereld af te breken.

De minderheidsnota roemt de daad van den heer Frère-Orban, die, « het » eenig besluit nemende dat overeenkwam met de waardigheid der Regeering, *het Belgisch gezantschap bij den Heiligen Stoel afschafte* » en « den » nuntius zijn afscheid gaf ».

De meest verlichte liberalen deelden niet steeds den gloed van den achtbaren heer Feron.

Vijf jaar geleden, maakte generaal Brialmont de levensbeschrijving van een ander uitstekend liberaal, den heer Émile Banning, en herinnerde dat

die gewezen medewerker van den heer Frère-Orban « betreurde dat de heer » Frère-Orban, in eene opwelling van verontwaardiging, het gedrag van den » nuntius openlijk eene « schurkerij » had geheeten, en hij was van oordeel » dat eene schorsing der betrekkingen te Brussel en eene verandering van » persoon ter nuntiatuur hadde volstaan voor de behoeften van den » toestand ».

Waarschijnlijk had de heer Banning zelf deze herinneringen op het oog, toen hij de standpunten der « bepaalde en noodlottige nederlaag » zijner partij sedert de herziening der Grondwet beschrijvende, zegde : « Medege- » sleept door haren strijd tegen priesterheerschappij heeft zij (de liberale » partij) op den duur al hare gedachten daaraan ondergeschikt gemaakt » en de sectengeest benadeelde den nationalen geest. De zedelijke en gods- » dienstige drijfveer verslapte in hare rangen en terzelfder tijd verduisterde » het vaderlandsch begrip. Het revolutionair radicalisme ontwikkelde die » doodende kiemen. »

De meerderheid der Middenafdeeling is van oordeel dat dit gezaghebbend oordeel van den heer Banning tevens den staf breekt over de vroegere dwaling van den heer Frère-Orban, toen hij afbrak met het Vaticaan, en over de verblindheid waarmede de achtbare tolk der minderheid thans verlangt dat de vroegere doctrinaire handelwijze opnieuw worde toegepast.

Overigens waren het niet de al te weinige uitstekende liberalen die de handelwijze van den heer Frère-Orban betreurden, toen hij op ruwe wijze afbrak met den Heiligen Stoel.

Het wetgevend land keurde herhaaldelijk en openlijk die hevige handelwijze af.

Kort na de zegepraal op 10 Juni, den 23^e Juli 1884, was eene der eerste daden van de behoudsgezinde Regeering het overleggen van een ontwerp van wet, waarbij de diplomatische betrekkingen tusschen België en den Heiligen Stoel werden heraangeknoopt. Dat ontwerp werd den 8^e Augustus 1884 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd met 73 stemmen tegen 44, en den 4^e September daarna in den Senaat, met 41 stemmen tegen 19. Onder de leden der Eerste Kamer, die het ontwerp goedkeurden, bevond zich baron de Selys Longchamps, gewezen liberaal voorzitter van den Senaat.

Het land bejegende gunstig deze daad van herstelling en van gezonde politiek, en sedert bevestigde het kiezerskorps zijne voldoening, door bij herhaalde verkiezingen zijn vertrouwen te schenken aan de Regeering die de aloude betrekkingen van ons Vaderland met den Heiligen Stoel opnieuw aanknoopte.

De meerderheid der Middenafdeeling houdt zich overtuigd dat de openbare denkwijze over 't algemeen instemt met die diplomatische gemeenschap, het merkteeken en het onderpand van den godsdienstvrede, door ons volk verlangd en gewaarborgd door de Regeering aan het bewind te houden.

Te vergeefs tracht de achtbare heer Feron zich te steunen op de gebeurtenissen van 1870, om te beweren dat het internationaal recht verhindert dat er diplomatische betrekkingen worden onderhouden tusschen den Heiligen Stoel en de soevereine Staten.

De stelling van den heer Feron is geheel in strijd met de feiten en gebeurtenissen, met het eenparig gevoelen van rechtsgeleerden en Staatslieden. Onder deze laatsten noemen wij enkel markies de la Véga de Armijo, gewezen minister van Buitenlandsche Zaken en een der hoofden van de Spaansche liberale partij, wiens memorie, den 2ⁿ December 1884 aangeboden ter Academie van zedelijke en geschiedkundige wetenschappen te Madrid, thans nog niets van haar gewicht heeft verloren.

Zonder ons hier te willen inlaten met een bijzonder kieschen geschiedkundigen twist over den aard en de uitgestrektheid der pauselijke oppermacht, herinneren wij eenvoudig dat het openbaar recht in Italië zelf uitdrukkelijk den Heiligen Vader het voorrecht toekent om diplomatische gezanten te ontvangen, « die al de rechten en voorrechten van diplomatische » agenten bezitten, ingevolge het internationaal recht ».

De meest gezaggenietende Staatslieden in Italië, inzonderheid al diegenen welke overwegend deelnamen aan het bewerken zijner eenheid, stemden steeds in met het programma van Cavour, die verklaarde te willen dat het « pausdom groot te midden van een groot Italië » zou wezen.

Dus mag de meerderheid der Middenafdeeling met reden protest aantekenen tegen de bewering der minderheidsnota als zou het handhaven van onze betrekkingen met den Heiligen Stoel eene onheusche daad ten opzichte van Italië zijn. Integendeel verheugen wij er ons over dat onze vriendschapsbetrekkingen met die mogendheid in velerlei opzicht nauwer worden; zelfs nemen wij deze gelegenheid waar om onze erkentelijkheid uit te drukken voor de welwillende diensten, door de Italiaansche Regeering in den jongsten tijd bewezen aan belgische belangen in den vreemde.

De achtbare heer Feron is een te goed rechtsgeleerde om niet te weten dat gebruik maken van een wettig recht geene belediging kan zijn ten opzichte van een derden. Naast den gevolmachtigde die België bij het Vaticaan vertegenwoordigt, zijn in dezelfde voorwaarden bij den Heiligen Stoel gevolmachtigd de gezanten en openbare ministers der voornaamste Staten van Europa en Amerika, waarvan velen bondgenooten van Italië zijn. Dit feit bewijst dat de vrees, uitgedrukt in de minderheidsnota, is uitgedacht ten behoeve der stelling. Voorzeker zullen de groote mogendheden met veel verwondering vernemen dat hare dagelijksche betrekkingen met den Heiligen Stoel naar de opvatting van den achtbaren heer Feron enkel een « diplomatischen schijn » hebben. Ook denkt de meerderheid der Middenafdeeling niet langer te moeten verwijlen bij het gevoelen, daarover geopperd in de minderheidsnota; wat duidelijk is, wordt niet betwist.

Overigens is het opmerkenswaardig dat het zedelijk aanzien van het pausdom de gestadige uitbreiding bewerkt van de betrekkingen, die het onderhoudt met de beschaafde wereld.

Sedert de betreurenswaardige afbreking tusschen ons land en het Hof van Rome, in 1880, hebben Duitschland, Rusland, de Latijnsche Staten van Amerika achtereenvolgens opnieuw regelmatige en vruchtbare betrekkingen aangeknoopt met het Vaticaan. Anderzijds bestaan er onbestendige — doch officieele — betrekkingen tusschen den Heiligen Stoel ter eenere en Engeland en de Vereenigde Staten ter andere zijde, welke beide landen

hoofdzakelijk protestantsch zijn. Eindelijk, de ophefmakende bezoeken der Engelsche en Duitsche vorsten aan het Vaticaan zijn geschiedkundige gebeurtenissen welker belangrijkheid den Heiligen Stoel genoegzaam wreekt voor de machteloze minachting der Belgische liberale partij.

Wij hebben nog eene laatste tegenwerping van de minderheidsnota te weerleggen. De achtbare opsteller drukt ze uit als volgt : « Onder de Belgische » Grondwet kan er geen godsdienstige twist ontstaan tusschen de Regeering » en den Paus. »

Deze stelling is eene volstrekte dwaling.

De achtbare heer Frère-Orban had ze reeds uitgedrukt in de briefwisseling, waartoe aanleiding werd gegeven door de beruchte « gedachtenwisseling », en hij herhaalde ze in zijne redevoering ter Kamer op 6ⁿ Augustus 1884, in deze bewoordingen : « Voorwaar, zoo wij een concordaat bezaten, » zoo ten minste onze wetten zekere maatregelen bevatten, welke aanleiding » kunnen geven tot een verbond, tot eene onderhandeling, dan ware ik de » eerste om te erkennen dat een Belgisch gezantschap bij het Vaticaan nut » zou kunnen opleveren. Doch ons openbaar recht verschilt hoofdzakelijk » met het openbaar recht van meest al de andere landen. En daarom beroept » de achtbare Verslaggever der Middenafdeeling zich gansch ten onrechte op » wat er geschiedt in Frankrijk, in Oostenrijk-Hongarije, in Beieren, in » Spanje, in Portugal, in Brazilië, in Pruisen. Die landen hebben vertegen- » woordigers bij het Vaticaan, omdat zij concordaten bezitten, of wetten die » rechten verstrekken en plaats laten voor onderhandelingen. »

Terzelfder zitting antwoordde de heer de Moreau, Minister van Buitenlandsche Zaken, op afdoende wijze : « Dit gevoelen, dat er geene diploma- » tische betrekkingen kunnen bestaan, tenzij om tot een concordaat te leiden, » werd verleden jaar in Frankrijk onderzocht, bij de beraadslaging over de » Begroting voor 1884, en de heer Spuller, wiens liberalisme gij niet zult » betwisten, bewees dat, zelfs al ware Frankrijk geen land met concordaat, » het voor de openbare machten toch nuttig zou wezen diplomatische » betrekkingen te hebben met den Heiligen Stoel. Wat de heer Spuller in » Frankrijk zegde, kan in België worden herhaald. Het is nuttig diploma- » tische onderhandelingen te hebben met den Heiligen Stoel. Dat bekend de » achtbare heer Frère-Orban zelf in zijne gedachtenwisseling : in deze » onderhandeling staan 's lands ernstigste belangen op het spel. »

Ter Kamer der Afgevaardigden verdedigde de heer Delcassé den 23 Januari 1902 insgelijks deze stelling, dat het Fransch gezantschap bij het Vaticaan is gerechtvaardigd, zelfs buiten een concordaat, en tot staving van zijn gevoelen beriep hij zich op het voorbeeld van Duitschland en Rusland.

Het grondig godsdienstig karakter van ons volk en zijn eerbied voor de Grondwet zijn onmogelijk te ontkennen.

Wat de minderheidsnota ook moge zeggen, het bestaan van diplomatische betrekkingen met den Heiligen Stoel komt zeer goed overeen met dien harmonischen toestand, en met genoegen erkent de meerderheid der Middenafdeeling dat de volkomen gepaste wijze, waarop deze betrekkingen gedurende nagenoeg twintig jaar onafgebroken werden onderhouden, den staf breekt over de persoonlijke aanvallen aan 't slot der nota van den heer Feron.

't Is dus vanwege de meerderheid der Middenafdeeling een krachtdadig en algemeen protest tegen de rechtskundig ongegronde beweringen van de nota der minderheid. De Middenafdeeling houdt zich overtuigd dat de toon van dat stuk eens te meer de gematigde lieden zal waarschuwen en zal doen begrijpen dat de tegenwoordige strekkingen en verlangens der liberale partij eene bestendige bedreiging zijn tegen den godsdienstvrede en de gewetensvrijheid.

Het krediet betreffende het Belgisch gezantschap bij het Vaticaan werd in de eerste afdeeling goedgekeurd met 8 stemmen tegen 3 en 2 onthoudingen; de processen-verbaal der andere afdeelingen maken geene melding van de daarover uitgebrachte stemming.

De Middenafdeeling keurde het krediet goed met eenparige stemmen min ééne.

Stemming over de Begrooting in haar geheel.

In de eerste afdeeling, werd de Begrooting in haar geheel goedgekeurd met 10 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

De 2^e afdeeling keurde de Begrooting goed met 14 stemmen en 1 onthouding, gegrond op het aangevraagd krediet voor de militaire wacht in het Gezantschap te Peking.

In de 3^e afdeeling was er eenparige goedkeurende stemming, behalve 1 onthouding, waarvoor geene bijzondere reden werd opgegeven.

In de 4^e afdeeling verwierp de Begrooting 6 stemmen en 1 onthouding, en in de 5^e afdeeling, de eenparige stemmen min 1 onthouding.

De 6^e afdeeling verwierp de Begrooting; uit haar verslag blijkt niet hoe de stemmen waren verdeeld.

De Middenafdeeling nam de Begrooting aan met 6 stemmen tegen 1.

Bijgevolg heeft de Middenafdeeling de eer de Kamer te verzoeken dat zij eveneens het ontwerp van Begrooting zou goedkeuren.

De Verslaggever,
B^{de} LÉON BÉTHUNE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

